



ARRÊTÉ

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

> administration

Date : 21 AOUT 2024

N° : ART, DST - 524 - 0230

RESTRICTION DE CHAUSSEE

STATIONNEMENT INTERDIT

RUE HENRI GUILLAUMET

Le maire de la Ville de Saran,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité de restreindre la chaussée et d'interdire le stationnement rue Henri Guillaumet durant les travaux d'aménagement d'une voie nouvelle réalisés par l'entreprise EUROVIA CENTRE LOIRE – rue du Onze Octobre – 45400 FLEURY LES AUBRAIS.

Si nécessaire, en fonction de l'avancement et de la nature des travaux, la circulation sera alternée manuellement ou par feux tricolores.

ARRÊTE

Article 1 : A partir du 02 septembre 2024 pour une durée de 90 jours, la chaussée sera restreinte et le stationnement sera interdit rue Henri Guillaumet durant les travaux d'aménagement d'une voie nouvelle réalisés par l'entreprise EUROVIA CENTRE LOIRE.

Si nécessaire, en fonction de l'avancement et de la nature des travaux, la circulation sera alternée manuellement ou par feux tricolores.

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
 Le Commissaire Central de Police
 Le Service de Police Municipale
 Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
 Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
 Kéolis
 Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

 chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



Maryvonne Hautin
maire de Saran